

p.2 Introduction

*p.3 Extrait du zine On s'encule, ils spéculent,
quand la guerre urbaine se repeint en rose (2013)*

p.4 Trois flammes (et une possible invitée surprise)

*p.5 Quand Marseille devient un centre de l'évènementiel
mondial...*

p.7 Paye ta devise !

*p.9 Meuse : la tradition du relai de la flamme enfin
reconnue*

p.10 Quelques brèves

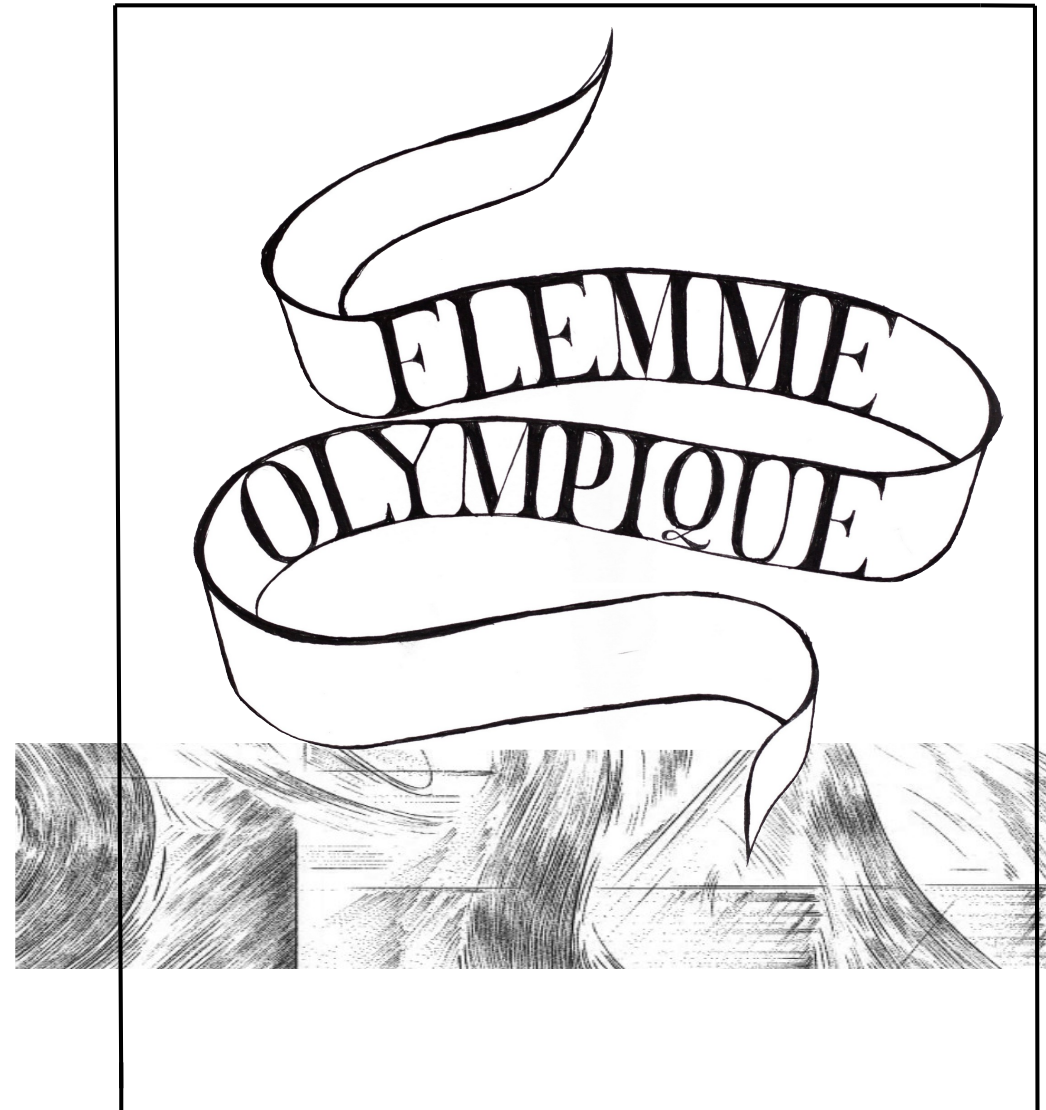
p.11 Retour de flamme ?

p.12 Les perdants de la diversité

p.15 Les Jo sécuritaires : Caméras et VSA

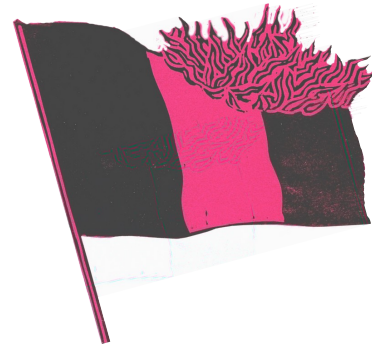
p.16 Il ne faut pas de tout pour faire un monde...

p.17-18 Dernières brèves pour la route



*Journal anarchiste
contre les JO 2024 et le monde
qui les abrite*

Temps de pause
Le 2 février et les jours suivants, plusieurs communes de l'est de Besançon ont été privées d'internet du fait d'un câble sectionné, sans doute au couteau.
Dans la nuit du 3 au 4 février 2024, un incendie à ravagé une armoire de raccordement à la fibre optique à Trois-Bassins sur l'île de la Réunion.

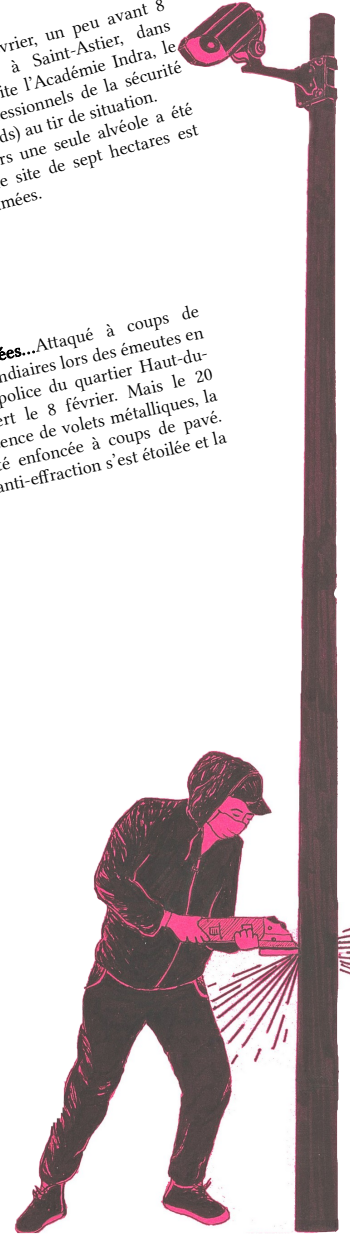


Bel entraînement ... Dimanche 25 février, un peu avant 8 heures, un incendie s'est déclaré à Saint-Astier, dans l'ancienne carrière à chaux qui abrite l'Académie Indra, le centre privé de formation des professionnels de la sécurité (police, gendarmerie, convoi de fonds) au tir de situation. Suite à l'intervention des pompiers une seule alvéole a été détruite par les flammes. Mais le site de sept hectares est longtemps resté envahi par les fumées.

De la suite dans les idées... Attaqué à coups de projectiles et d'engins incendiaires lors des émeutes en juin dernier, le poste de police du quartier Haut-du-Lièvre à Nancy a rouvert le 8 février. Mais le 20 février, vers 20 h, en absence de volets métalliques, la vitre d'une fenêtre a été enfoncée à coups de pavé. Sous les coups, la vitre anti-effraction s'est étoilée et la baie s'est entrouverte.

Tout feu tout flamme... Une voiture de maton de la prison de Beauvais a été découverte en feu, dans la nuit du 1er au 2 mars. Le feu a pris aux alentours de 3h30, sur le parking réservé au personnel de la taule. Au moins un individu venu en voiture aurait aspergé d'essence l'un des véhicules stationnés, avant d'y mettre le feu et de repartir. Les voitures des autres personnels de l'établissement ont ensuite été rentrées à l'intérieur du centre pénitentiaire.

Oh la belle rouge... Une antenne relai est incendiée dans la nuit du 11 avril dans la zone commerciale de Labège, à Toulouse. Une occasion pour ces pyromanes plein d'entrain de rappeler l'entremêlement entre technologies de communications, frénésie militaire et destruction du vivant. Ils ajoutent « Nous voulions aussi rendre hommage à l'ouvrier mort à la fin de l'hiver sur un chantier de construction de la troisième ligne de métro, à deux pas de l'antenne incendiée. »



Dernières Brèves pour la route

Mettre les usines de mort sur la touche

Dans la nuit du 19 au 20 novembre 2023, l'alimentation électrique de deux sites de production du groupe Aubert et Duval a été attaquée : à Firminy, dans la Loire, un pylône a été scié sur la ligne 220kV qui alimente le site. Et à Ancizes-Comps, dans le Puy-de-Dôme, une ligne de 220 kV également a été incendiée à l'endroit où les câbles de haute tension entraînent sous terre.

Un communiqué revendiquant cette attaque sur internet explique que l'aciérie Aubert et Duval est un rouage central de l'industrie militaire française. Elle fournit des pièces pour les sous-marins de Naval Group, pour des Rafales de Dassault ainsi que pour les centrales nucléaires de Framatom et que « la guerre dont on nous rebat les oreilles toute la journée qu'elle doit cesser et qu'elle est injuste, commence ici ; et est rendue possible grâce aussi aux entreprises en apparence anodines. ».

Ce communiqué se termine par « Nous ne voulons pas rester indifférent.e.s face à ça. Nous voulons aussi passer un message aux travailleurs de ces industries. Que nos actes les privent un temps de leur travail, et les mettent face à leurs responsabilités. Nous espérons également que ces actes, et les mots que nous posons dessus, participent à visibiliser ses usines de mort les plus discrètes. Une pensée pour celles et ceux qui luttent pour leur liberté, pour celles et ceux qui font face à la répression. Attaquons partout ! »

Saut d'obstacle à Vincennes... Le 25 décembre onze personnes enfermées au CRA de Vincennes réussissent à s'enfuir (non sans avoir fracassé la fenêtre d'une chambre, découpé le grillage, sauté de six mètres de hauteur, puis escaladé le dernier mur d'enceinte en recouvrant les barbelés de couvertures...). Deux jours après un douzième retenu s'échappe en sautant par une fenêtre du tribunal administratif (trois larbins zélés qui se blessent en le poursuivant)... On leur souhaite bon vent, et bonne chance aux suivantEs !

A bas le train-train du saccage !

Dans la nuit du 28 au 29 février, la ligne de chemin de fer Toulouse-Narbonne a été sabotée par un incendie dans les caniveaux abritant de très nombreux câbles aux extrémités des voies ferrées. Ces câbles sont indispensables pour la signalisation des trains et l'ensemble du trafic a donc dû être coupé dès 6h30 et jusqu'à 15h45 entre Toulouse et Narbonne Il y a aussi eu des perturbations sur les Intercités vers Marseille, Bordeaux et sur le TGV Bordeaux-Lyon et la circulation de trains de fret porteurs de carburant a également été interrompue. Ce sabotage a été revendiqué sur internet « En soutien aux opposant.es à l'A69 » « *Courage à celles et ceux qui résistent* ».



Figure 1 : suggestion de présentation pour les JO 2030

Note (demi) salée... Mi-janvier, l'incendie de câbles situés le long des rails interrompt la circulation ferroviaire pendant plusieurs heures entre Marseille et Toulon... tout début janvier, en Bretagne cette fois « un acte de vandalisme sur les voies ferrées entre Saint-Brieuc et Morlaix » avait coupé les réseaux mobiles, fixes et connections internet de Bouygues, SFR et Free qui partagent les mêmes lignes et les mêmes antennes (plus d'internet ni de téléphone dans le Finistère, le Morbihan et les côtes d'Armor ou la Loire-Atlantique pendant une demi-journée)..

En guise d'introduction

Printemps 2024. L'ambiance est lourde, façon soupe à la grimace.

Un peu partout, le fond de l'air résonne de bruits de bottes, de drapeaux agités pour souder des rangs de soldats, de « réarmement » à toutes les sauces.

On pourrait évoquer la guerre installée en Ukraine depuis plus de deux ans, les massacres au Levant, les conflits sanglants au Soudan et au Congo, et les Etats qui brandissent allégrement la menace nucléaire au dessus de la poudrière.

Ou encore parler du serrage de vis autoritaire, du racisme et du nationalisme qui montent un peu partout, sur cette planète saccagée par des siècles de capitalisme industriel et extractiviste...

On pourrait aussi aborder les frontières meurtrières, les prisons qui tuent, les expulsions de squats, la chasse aux pauvres et aux indésirables dans les métropoles...

Et de fait, on va parler un peu de tout ça dans ce journal, à travers les Jeux Olympiques et Paralympiques qui se dérouleront au cœur de l'été en France.

Parce que ces jeux sont une occasion parmi d'autres, pour les croque-morts qui nous gouvernent, d'accélérer le rythme de leur symphonie morbide, sur un air de « Marche ou crève ».

De l'or pour les « champion.nes », des médailles et des honneurs pour les « gagnant.es », l'oubli et la défaite pour ceux qui finissent derrière : un bon résumé de la morale dégueulasse qui régit ce monde. Et en plus il faudrait s'en réjouir et être « fair-play »...

Mais parce que leurs règles du jeu nous font gerber, que la compétition nous file des boutons, on préfère se réjouir de ce qui viendra troubler cette triste « fête », et encourager ce qui entrave le rouleau compresseur qui broie nos vies.

Contre ce monde et les JO qui vont avec.

(un petit tour en 2013)

Déjà capitale européenne de la culture depuis début 2013 ; du 10 au 20 juillet [2013], avec l'Europride, Marseille capitale européenne de la culture gaie et lesbienne « mainstream » : les chantiers continuent et on nous remet encore une couche de peinture rose, avec cette fois ci quelques touches d'arc-en-ciel ! Alors puisque ce coup ci on se sert de l'alibi culturel aux couleurs des fiertés homosexuelles, nous, féministes, trans, pédés, gouines, bi-e-s, queers, asexuel-le-s, déviant-e-s de la normalité ... et habitant-e-s de Marseille, prenons la parole et partons à l'offensive pour dénoncer l'instrumentalisation et ne pas collaborer à ces politiques d'aménagement urbain qui, entre autres, installent les plus riches à la place des plus précaires, processus que, dans un certain jargon, on nomme gentrification.

Le choix de Marseille pour le déroulement de ces événements vise à valoriser l'image de la ville afin de répondre aux exigences impliquées par son statut de ville pivot économique européen dans l'espace méditerranéen. Le faste du divertissement attire l'œil et cache ce qui se trame derrière lui.

Marseille est probablement la dernière grande ville de France à ne pas être complètement aseptisée. Pour y remédier, des moyens, et pas des moindres, sont mis en œuvre, grâce à l'opération Euromed, à l'Agence nationale de rénovation urbaine [ANRU], aux partenariats publics-privés entre la métropole et, entre autres, les bétonneurs Vinci, Eiffage et consorts ... (...)

Une grande entreprise de pacification, de « reconquête » s'est engagée dans le cœur de la ville où le pouvoir et la bourgeoisie se donnent à voir, exhibent leur image de marque.

Extrait de la brochure

On s'encule, ils spéculent ...

Europride, Marseille 2013 quand la guerre économique urbaine se peint en rose ...

Il ne faut pas de tout pour faire un monde...



C'est la rage et le désespoir au cœur que j'ai appris que les J-O d'hiver auront à nouveau lieu dans les Alpes en 2030. Le marché olympique sera officialisé entre l'arrivée de la flamme à Marseille et la cérémonie d'ouverture fin juillet à Paris. Après ceux de Chamonix (1924), Grenoble (1968) et Albertville (1992) qui ont largement contribué à l'essor du « tourisme blanc » et du monde qui vient-avec (remontées mécaniques, routes et infrastructures nécessaires à l'acheminement, au divertissement et à l'hébergement de masse, lignes électriques et antennes relais...) voici venir de nouveaux jeux prétendument « innovants, inclusifs et durables... ». Foutage de gueule ! Ceux qui prévoient la construction d'une nouvelle patinoire à Nice pour « servir d'écran » (et ouais) à une partie des épreuves se sentent tout de même tenu.es de préciser qu'il y aura encore de la neige à ce moment-là. Au train où vont les choses ça semble utile de se poser la question effectivement. Salutations à ceux qui n'ont pas attendu la décision finale du comité international olympique pour clamer leur dégoût et leur colère face à cette énième aberration sociale et environnementale, manifestant dans plusieurs villes ou bloquant le péage de l'A51 habillé.es en tenues de ski, maillots de bain, et autres marmottes... ainsi qu'aux saboteuses anonymes qui ont tenté d'empêcher le bon fonctionnement des stations de ski les dernières années... Je rêve de voir ces usines à touristes abandonnées. En combien de temps disparaîtraient ces hauts bâtiments moches et ternes, ces saignées pratiquées dans la végétation pour faire passer pistes de ski, téléphériques et tire-fesses, d'énormes bandes d'asphalte, antennes relais ou parcs éoliens ?

Nul besoin d'avoir le détail de ce cauchemar médiatique pour savoir qu'un événement de cette envergure signifie le renforcement de la militarisation de la frontière franco-italienne, rendant la traversée toujours plus dangereuse pour qui n'a ni les papiers ni la thune de la faire en SUV. On aimerait se raconter que les épreuves prévues ici et là faciliteront les passages clandestins, mais il y a fort à parier que ce soit plutôt l'occasion pour le pouvoir de (tenter de) rayer de la carte les lieux solidaires, et d'exercer encore plus de pressions et de violences vis à vis des personnes migrantes et quiconque tente de leur venir en aide... À Montgenèvre la coexistence sinistre entre touristes friquées en mal de sensations fortes à qui on déroule le tapis rouge et personnes risquant leur vie traquées nuit et jour par des dispositifs policiers toujours plus perfectionnés est un état de fait depuis des années. Des centaines de milliers de spectateurs et des bourges qui viennent faire leur show sur la

frontière ça rappelle furieusement l'arrivée de la flamme et les épreuves de voile qui devraient avoir lieu dans la rade marseillaise, sur une mer qui est un lieu de grand péril et souvent de mort pour des milliers de personnes chaque année. À se demander sous quelles formes on préfère nos œillères : masque de ski ou de plongée ?

Les ravages causés par certaines activités humaines sont irréversibles. C'est trop tard pour voir à quoi auraient pu ressembler les montagnes, le restant des milieux vivants et nos vies en dehors de toutes ces horreurs. Sans la colonisation et la répartition des territoires en fonction de leur utilité au capitalisme ou aux États, qu'il s'agisse d'en faire des zones de production industrielle sur-polluées, des parcs naturels pour urbains en mal « d'évasion » ou encore des lieux quadrillés par les uniformes et leurs prothèses technologiques car considérés comme sensibles (qu'il s'agisse de gérer la colère des pauvres vivants dans les métropoles ou de surveiller une frontière)...Prendre conscience de l'ampleur de ce qui a été définitivement perdu et détruit, peut tant pousser à l'apathie ou à l'autodestruction que nourrir des parcours de lutte sans concessions contre l'existant. Une telle lutte pourrait bien commencer par la recherche de son propre tempo (en dehors du rythme imposé par l'État ou le capitalisme), d'un rapport aux autres et au vivant en général qui sorte des logiques de conquête, de propriété et/ou d'exploitation, d'une prise de responsabilité qui ne se limite pas au petit geste des colibris et qui n'est déléguable à quiconque (qu'il s'agisse de donner à des fondations pour le climat ou de poser un bulletin dans une fiche urne une fois tous les 36 du mois).

Que crève ce monde de béton et de compétition,

de spectateur.rices et de fric, de frontières et de flics...

d'une société, où nos corps sont épiées, jugées et valorisées uniquement pour leur prouesses, pas d'un progrès dans les consciences.

Nous n'avons pas besoin de héroïne-s sportif-ve-s pour nous sentir dignes ou fières. Nous ne voulons pas nous

sentir représenté par le spectacle de prouesses, où chaque minorité aurait l'occasion de se raconter sa propre épopée. Nous ne voulons pas de nouvelles normes, de nouvelles manières lissées de participer à la fête du capitalisme. Nous ne visons pas une amélioration du système avec de meilleures règles, il est à brûler avec le reste.

LES JEUX OLYMPIQUES, BETA-TEST DE LA SURVEILLANCE ALGORITHMIQUE DES ESPACES PUBLICS



Les JO sécuritaires : caméras et VSA

Les JO sont l'occasion pour les états de tester et faire accepter de nouvelles formes de contrôle. Le côté exceptionnel de l'événement permet de justifier et ainsi de rendre acceptable des mesures qui en temps « normal » ne le seraient pas, ou plus difficilement.

D'ici à l'été 2024 c'est encore plus de caméras qui vont être installées dans les rues pour l'occasion : + 1000 à Paris, + 500 à St Denis, + 330 à Marseille.

Ce déploiement va main dans la main avec la mise en place de la vidéosurveillance algorithmique (VSA), et ce à titre expérimental pendant ces JO (mais jusqu'en mars 2025 quand même!). La VSA est une technologie qui utilise des algorithmes pour détecter en temps réel des comportements dits suspects sur les vidéos enregistrées. Ce qui permet de ne plus dépendre du sale travail des keufs qui matent les caméras, mais de compter sur les logiciels d'intelligence artificielle pour analyser ces tas de données générées par autant de caméras. La vidéosurveillance « augmentée » est par ailleurs déjà expérimentée à l'échelle municipale dans plusieurs dizaines de communes en France.

Le marché de la VSA a été réparti entre quatre entreprises françaises : Wintics, Videtics, ChapsVision et Orange Business.

Pour plus d'infos sur les caméras et la vidéosurveillance, y a la brochure Pas vue pas prise disponible sur nantes-indymedia.org

Trois flammes

(et une possible invitée surprise)

La première veut se pavaner de villes en villes à l'été prochain...

c'est la flamme olympique, son culte de la performance, du « dépassement de soi », de la compétition entre individus et entre nations. Sélectionner les « champion.nes » pour en faire les modèles à suivre, comme l'école sélectionne les « premières de la classe », comme l'armée sélectionne les gradés.

Pour lui laisser la place, il faut expulser les pauvres, qui ne sont de toute façon pas invité.es pour la fête, gentrifier des quartiers peuplés d'indésirables qui gâcheraient la photo-souvenir. Elle a déjà fait des ravages, de Séoul à Vancouver, de Rio à Athènes.

Derrière les discours sur l'affrontement « fair play » entre pays sur le terrain du sport, il y a toujours les préparatifs à la guerre dans un monde qui brûle déjà de mille conflits pour le pouvoir, le territoire et les ressources énergétiques.

La deuxième n'en finit plus de monter...

c'est celle de la peste fasciste qui essaye de nouveaux habits mais garde la même structure, les mêmes piliers que sont le nationalisme, la xénophobie et le racisme, le culte de l'autorité, le militarisme pour faire marcher tout le monde bien droit. Ces piliers ne sortent pas de nulle part, mais sont au contraire la norme de fonctionnement des Etats-nations qu'ils se nomment républiques, démocraties ou dictatures.

La troisième dévore la planète...

c'est le feu du réchauffement climatique, qui anéantit les forêts, fait fondre les glaciers, déchaîne les ouragans, assèche les cours d'eau et les nappes phréatiques, accélère la désertification ; elle est propulsée par le capitalisme, le productivisme, l'extractivisme avec leur lot de pollutions et de dévastations environnementales ; elle entraîne l'extinction d'animaux et de végétaux par millier, tout en rendant cette terre de plus en plus invivable.

La quatrième pourrait consumer ce monde détestable,

c'est le feu de la révolte qui s'en prend aux édifices du pouvoir, à ses défenseurs en uniforme, à ses drapeaux, à ses idoles, aux chefs; celle qui préfère diffuser le boxon pour secouer l'ordre, qui crache sur la résignation et n'obéit pas à la discipline. Elle explose d'un bout à l'autre du globe, se passe l'étincelle pour viser exploités et dominants, monarques et présidents, curés et ministres, banques et casernes.

Elle a explosé l'été dernier dans cette partie du monde, lorsque les flics ont abattu froidement Nahel à Nanterre, entraînant une semaine d'attaques et d'émeutes d'une rare intensité.

Elle a parfois besoin de reprendre son souffle, d'oxygène pour mieux brûler et de relais pour se propager. Tantôt elle pique des sprints, tantôt elle ralentit, elle n'a pas de ligne d'arrivée, pas de « victoire » fixée à l'avance, pas de chemin en ligne droite, pas de médailles, pas d'arbitre ni de juges, pas de récompense ni de fans.

Son devenir est toujours incertain et risqué, mais elle reste la plus belle piste à explorer.

Comme un encouragement parmi d'autres à la désertion et au sabotage : désertir les rangs militaires, saboter les structures du nationalisme ; désertir le spectacle de leur sport de compète, saboter la gentrification ; désertir le SNU*, saboter l'enrôlement sous les drapeaux et les uniformes ; désertir et saboter le « réarmement » de la nation ». À leurs olympiades de la guerre, opposons nos luttes et nos colères rétives à toute autorité.

*Le SNU (service national universel) est un dispositif visant à enrégimenter des jeunes de 15 à 17 ans pour leur redonner le goût de la patrie. Comportant un « séjour de cohésion » et un « temps de service à la nation », l'État envisage de le généraliser et de le rendre obligatoire.

Quand Marseille devient un centre de l'évènementiel mondial...

Coupe du monde de Rugby, Marseille, automne 2023 :

Des milliers de touristes bon chic bon genre ont pris d'assaut le centre ville pour tout le week-end. Je suis posé.e à Noailles quand un groupe de 30 personnes, supporters, passent. En grande majorité des personnes blanches, bourges (de ce que je perçois). Beaucoup des hommes cis, avec des corps bien baraqués dans leurs maillots immaculés et leurs chaussures à 200 balles. Ça à l'air d'être le passage un peu excitant / exotique / aventureux de leur balade, qui prends ici des airs de safaris. Les personnes n'ont pas l'air si à l'aise que ça, peut-être qu'elles se sentent un peu décalées ? Mais le nombre fait force et c'est tout fièrement que le groupe déambule, prends en photo, regarde en coin les galérien.ne.s. Avec un sourire un peu scotché, comme s'il fallait aussi se persuader soi-même que « TOUT EST SUPER ! ».

Cours Julien : c'est des terrasses entières qui sont blindées de ces touristes-supporters. Les drapeaux sont hissés. Ils étalent leur complicité de patriotes à la face du monde. Ça rit, ça chante, ça gueule devant le match. Mais c'est un genre de joie qui me fait froid dans le dos. Une joie remplie du sentiment de supériorité, de personnes persuadées d'être légitimes à prendre l'espace, ne se demandant pas ou presque ce que leur présence vient faire-là. C'est une joie qui pue le virilisme, mais teinté d'un vernis propre. Comme un goût de conquête dans la bouche peut-être ? Et y en a qui se baladent avec des casques de gaulois bleu-blanc-rouge sur la tête, ambiance...

Ça sent l'écrasement des pauvres et des déviantes dans un centre ville qui se gentrifie à vitesse grand V. Parce que c'est pas rien de voir arriver cette vague de personnes très blanches et aisées déambuler gaiement dans des quartiers pas blancs, pauvres, des quartiers dans le viseur des urbanistes et où les flics sont de plus en plus présents. Et où se loger devient trop cher pour beaucoup. Comme des étapes dans la gentrification, la parade des supporters vient rendre encore plus visible un changement dans la ville qui se passe depuis du temps déjà.

J'ai l'impression de faire partie du spectacle avec ma gueule de queer bizarroïde. Mes regards hostiles doivent les amuser. Ça fait la sensation d'être submergé.e, acculé.e par la norme, incarnée en partie par ces individus. Et j'me demande comment répondre et tenter de bordéliser cette situation mais sans devenir moi-même acteur du spectacle ? Pour le moment je me contente de fuir plus loin...

Prado : les keufs quadrillent l'espace. Leurs drones dans les airs. Une amie me raconte qu'elle en a vu descendre très bas, très prêt des visages, comme s'ils voulaient les identifier ou les prendre en photo. C'est glaçant d'imaginer que pendant ce temps-là la majorité des supporters ne bronche pas et s'en va gaiement assister au match. J'imagine un réflexe très citoyeniste du genre « Si je n'ai rien à me reprocher je vois pas pourquoi j'aurais un problème contre la surveillance généralisée ». Ou alors c'est trop difficile d'imaginer faire quoi que ce soit contre ce monde-là et il vaut mieux faire comme si on était d'accord ?

Tout ça se passe 3 mois après les émeutes (suite à l'assassinat de Nahel), émeutes qui avaient retourné le centre ville, mis à sac la paix sociale. Là, niveau bordel, c'est le calme plat qui règne. Les flics sont très présents dans l'espace pour assurer le bon déroulement de la « fête ». Un commissariat mobile a été installé sur la Cannebière, avec au-dessus une grande bannière aux couleurs de la coupe du monde de rugby. Comme un brutal retour à l'ordre. Mais on ose croire que ça pourrait repartir de plus belle et que la colère n'est pas si loin.

Rue d'Aubagne : des potes queers qui sont dans la rue, à zoner à plein sur un trottoir dans la soirée. Des supporters passent et les filment. Comme des trophées à publier sur instagram et autres réseaux sociaux de merde. Certain.e.s des potes vont les embrouiller, histoire que tout ça ne se passe pas au calme. Sensation dans le ventre qui ne passe pas d'être pris pour un animal de foire. (et nique les foires avec des animaux de toute façon!).

collectif. Si aujourd'hui encore, la majorité des gens pense qu'un handicap « se voit » forcément, c'est parce c'est l'image qu'on leur vend, notamment à travers les jeux. Cette idée est à l'origine de nombreux comportements discriminants pour des personnes constamment obligées de prouver leur handicap** (et donc souvent leur besoins d'accès, ou d'aménagement).



Les jeux para participent aussi à entretenir un narratif sur le handicap : la nécessité de le dépasser. Si pour des athlètes encadrés et aux moyens financiers illimités ça signifie aller rafler des médailles, qu'est ce que ça veut dire pour l'handi-e lambda ? Devoir s'épuiser à tenter de vivre dans un monde qui vous exclut en permanence, sans exiger la moindre adaptation ? En tout cas c'est une réponse bien pratique pour éviter tout remise en cause. Si les écoles, transports, ou lieu de soin sont inaccessibles, suffit de dépasser son handicap ! Ça fait des jolies histoires émouvantes en plus de maintenir le statu quo. Le handicap est réduit à une tragédie individuelle que la ténacité et le courage permettent de surmonter. Les jeux paralympiques ne créent pas une meilleure acceptation de l'autre dans la société. Ils participent au contraire à normaliser l'idée que les personnes handicapées sont des sous-humains, qui ne sont « dignes » que lorsque qu'ils accomplissent des exploits.

††
<https://www.harrietdegouge.fr/post/720730363556757504/%C3%A0-qui-profite-la-chasse-aux-faux-handicap%C3%A9s>

Tans pis, pour toustes les handi-es coincées dans des institutions médicales ou psychiatriques qui n'auront jamais accès à ces espaces. Tans pis, pour les handie-es qui ne peuvent (ou ne veulent) pas faire de sport. Ceux-la, la majorité donc, n'aura qu'à se contenter en guise de reconnaissance de la pitié qu'elle provoque.

Les JO, comme toutes les compétitions sportives globalisées cherche à se donner une image apolitique. Tout le monde est censé être réunit pour la joie du sport et de ses belles valeurs. Bon, sauf les trans, les pauvres, les handicapées, les inter, les trop, les pas assez... Au lieu d'utiliser cet espace médiatique pour promouvoir une réelle diversité, les jeux contribuent à renforcer des normes de genre, de sexe, de beauté ou de validité en disqualifiant littéralement tout ce qui ne rentre pas dans les bonnes cases. Par ses catégories arbitraires et largement europocentrées, le comité des JO dicte quel corps est acceptable.

Ça a des conséquence au delà des 3 semaines tous les quatre ans. Le mépris avec lequel sont traités les personnes qui sortent des normes de genre dans le cadre de ces compétitions se reflète dans la rue. Si c'est ok pour un comité olympique d'aller inspecter les partis génitales d'une personne, qu'est ce qui empêche le gérant d'un magasin de le faire quand tu demandes où sont les toilettes ? Si les jeux paralympiques sont juste un spectacle voyeuriste servant à inspirer les valides, pourquoi ce ne serait pas le cas pour l'existence de chaque personnes handicapées ? S'il est valable d'exclure d'un événement censé rassembler l'humanité, tout ce qui ne rentre pas dans les clous, pourquoi ce serait différent dans le quotidien ?

Les JO contribuent à l'exploitation, l'exclusion et l'expropriation des populations les plus marginalisées.

Parmi elles, on compte les personnes trans et handis, souvent condamnées à la précarité du fait de discriminations constantes. Présenter cet événement comme une démonstration d'inclusivité est un mensonge, et une justification hypocrite de plus à la souffrance que génère la tenue des jeux pour les locaux forcés d'y participer (économiquement, spatialement,...).

Nous ne voulons pas être la caution de l'affaiblissement d'écosystème et de la gentrification des lieux de vie, dont nous sommes alors exclues. Les JO sont avant tout le reflet

biologiques sont insuffisantes. Ils veulent plus de preuves (...) avant de prendre en considération l'option d'une inclusion dans la catégorie féminine », détaillait alors Sebastian Coe, le président de l'instance. Les meufs trans sont donc avantagées d'emblée par leur « construction masculine » et considérées comme des infiltrées du genre, menaçant de s'imposer dans une catégorie qui n'est pas la leur. Bon à noter que Sebastian nuance en précisant qu'ils ne disent pas « non à tout jamais », et d'ailleurs... ils ont mis une équipe scientifique sur le coup. On a hâte.



les médias adorent photographier Caster Semenya sous son angle le plus viril

En 2020 pendant que Laurel Hubbard défrayait la chronique en tant que première femme trans concourant au JO, se faisant conspuer par ses concurrentes l'accusant de tricherie, Chris Mosier, un homme trans, faisait une participation « inédite » aux mêmes JO, salué aussi discrètement que possible par les médias. D'ailleurs Chris Mosier n'est pas présenté en tant qu'athlète mais en tant que représentant de la communauté LGBT aux JO. Contrairement à Laurel Hubbard ou Caster Semenya, vous ne trouverez aucune photo de lui en plein effort. Il est photographié par les journalistes en plongée, c'est-à-dire d'un point de vue qui accentue sa petite taille, ses jambes moulées dans un lycra de couleur et tout souriant. On rappelle que ses performances ne sont pas très hautes, que d'ailleurs il s'est blessé et n'a pas pu finir sa course, d'ailleurs il est dans un sport « mineur » et on répète plusieurs fois par article que sa participation était surtout « symbolique ». Bien qu'ayant visiblement suivi un traitement hormonal, personne ne parlera de son taux de testostérone, que personne ne lui jalouse. Pas de test de masculinité pour lui, et c'est bien inutile : le mépris, l'invisibilisation et le ridicule suffisent à nous rappeler sa place d'homme inachevé au sein du patriarcat.

Un corps digne est un corps d'athlète.

En parlant de symbolisme, est ce qu'on pourrait parler deux secondes de cette petite compétition sans trop de moyens et dont tout le monde se fout qui a lieu après les JO ? Les jeux paralympiques, oui. Car l'hypocrisie des jeux olympiques ne s'arrête pas aux corps non conformes aux normes genrées. Les jeux paralympiques sont nés dans les années soixante sous l'impulsion d'un neurologue en charge de patients vétérans. Pour reprendre ses termes, l'idée était de redonner aux paraplégiques leur dignité, qui aurait mystérieusement disparue en même temps que leur capacité à marcher. La citation est lisible sur le site des JO aujourd'hui, sans une once de critique. À croire que l'idée que les handis n'auraient le droit au respect que s'ils marquent des paniers n'a pas pris une ride.

Si pendant longtemps, les jeux paralympiques ont concernés exclusivement les personnes en fauteuils, on peut aujourd'hui voir une plus grande diversité dans les profils. Là encore, l'idée qu'il existe une limite bien définie entre handicapé-es et valides, comme entre homme et femme est un fantasme. Dans les faits, les athlètes handicapé-es doivent passer par des examens longs et fastidieux[§] pour prouver et mesurer leurs incapacités. Laissés à la discrétion des médecins, les catégories dans lesquelles les athlètes peuvent concourir dépendent d'un classement relativement opaque, même pour les premier-es concerné-es. Certain-es ont par exemple vu l'intégralité de leur carrière remise en cause après une évaluation trop positive[†]. À l'inverse, des athlètes se sont retrouvés face à des adversaires contre lesquelles ils n'avaient aucune chance, compte tenu des disparités physiques. C'est un peu comme si mettre en compétition des personnes avec des diversités corporelles aussi vastes était une idée vouée à l'échec. Il y a aussi les entre-deux, trop handicapé-es pour concourir avec les valides, trop valides pour les jeux paralympiques. Les déficiences intellectuelles par exemple, ont été admises, puis exclues avant d'être réintégrées dans les jeux para.

Sans connaître ce contexte, on pourrait juste être tenté-es de célébrer la formidable visibilité pour les communautés handicapés. Bon sauf qu'en fait, c'est certains handicaps, à certains degrés, selon l'humeur du jury, qui ont le droit à cette reconnaissance. La communauté sourde par exemple, est exclue des jeux olympiques qui leur est rendue inaccessible, mais ne répond pas aux critères des jeux paralympiques. Cet événement est l'un des rares à montrer le handicap à une large échelle et forge l'imaginaire

§ Voir « Pourquoi on s'oppose aussi paralympiques » écrit par Objectif Autonomie en 2022.

** à l'exemple du nageur brésilien Andre Brasil

Bref, un avant-goût de ce à quoi va ressembler la ville autour des JO. Un événement international qui va rajouter une couche supplémentaire de normalisation, lissage, pacification (ce qui avait déjà bien commencé avec Marseille capitale européenne de la culture 2013). Une ville nettoyée et pimpée pour la rendre plus attractive pour les investisseurs et les cadres dynamiques. Et un nouveau prétexte pour intensifier la surveillance policière. Car avec les JO à Marseille, un des enjeux principal est de prouver que cette ville foutraque est en train de rentrer dans le rang et qu'elle est devenue fréquentable pour l'élite mondialisée.

« Politicien-nes, flics et urbanistes tentent depuis longtemps de policer Marseille. Se gargarisant de dessiner « la ville du futur », ces charognes voudraient en faire une « Safe City ». C'est-à-dire une « ville sûre » aux yeux des pour-la-loi (citoyen-ne-, investisseur-euse-s, touristes ou nouveaux habitants friqué-es). »[†]

Alors comment trouver de la joie collective (ou individuelle) dans la révolte plutôt que dans le fait de reproduire ce monde ? Comment ne pas être-là où la société voudrait nous confiner, c'est-à-dire dans un rôle de citoyen passif, plus ou moins satisfait de sa cage ? Comment attaquer ce qui nourrit la machine capitaliste, dont le divertissement de masse est une partie essentielle à son fonctionnement ?

Au grand prix de la dégueulasserie ...

Dans un communiqué de revendication sur internet, le mystérieux Commando pomme-pote a assumé avoir « décidé d'agir pour mettre un coup d'arrêt à la production de la cimenterie Vicat de Saint Egrève » dans l'Isère, dans la nuit du 3 au 4 décembre 2023, et dans le cadre de journées d'actions contre Lafarge et le monde du béton. Il est précisé que : « Loin de l'image de petite entreprise locale qu'il tente de promouvoir, Vicat est un géant du béton qui produit chaque année près de 23 millions de tonnes de matériaux, pour un chiffre d'affaire de plus de 3 milliards d'euros. Le groupe possède une douzaine de filiales dans le monde, dont une partie en Afrique de l'Ouest où, dans une logique néo-coloniale dramatique, il pollue massivement les eaux et les airs. (...) et qu'« Au delà de ces émissions, l'entreprise contribue à la destruction du vivant de bien d'autres manières. Après avoir vendu du béton pour la construction d'EPR, pris part à l'artificialisation des sols dans le cadre du Grand Paris, le groupe a récemment fait l'acquisition de l'entreprise de transport SATM afin de pouvoir participer directement au chantier aberrant du Lyon-Turin. S'il fallait encore en dire, nous ajouterions que l'histoire des familles Vicat et Sidos, à la fête du groupe, est celle du déshonneur de la collaboration et du fascisme. A l'image de Joseph Merceron-Vicat condamné à la prison et à l'indignité nationale après avoir contribué à construire des bunkers pour le IIIe Reich, ou plus récemment à celle de Pierre Sidos, antisémite, pétainiste notoire et fondateur de l'Oeuvre Française. »



Un profiteur de guerre à l'huile de vidange

Le siège d'*Apside Toulouse*, entreprise spécialisée dans l'expertise autour des hautes technologies et qui se vante de ses projets meurtriers, a reçu de l'huile de vidange et des tags sur sa façade, son interphone et sa belle entrée. « Apside profiteur de guerre » « (A) ». Dans un communiqué il est dit que « Ce geste n'est rien face à l'immensité de la guerre, mais un petit rappel que cette dégueulasserie se décide et se prépare aussi dans de nombreux lieux à côté de chez nous. »

† Extrait tiré de la feuille d'agitation anarchiste « ni cages, ni laisses électroniques... Détruisons la ville-surveillance ! » <https://dupainsurlaplanche.noblogs.org/post/2018/05/01/ni-cages-ni-laisses-electroniques-detruisons-la-ville-surveillance/>

Paye ta devise !

*Citius, Altius, Fortius :
« plus vite, plus haut,
plus fort »*

Plus vite :

C'est l'un des mots d'ordre de la société capitaliste et industrielle depuis ses débuts. Le temps c'est de l'argent, et la circulation accélérée des marchandises, du bétail, humain ou pas, et maintenant de données rapportent gros.

Et les JO sont aussi vendus comme une opportunité supplémentaire de booster l'économie et de développer toutes sortes d'infrastructures, non seulement sportives, mais aussi d'accueil sélectif et de transport.

Les milliards d'euros alloués aux dits « jeux » ont entre autre permis de rentabiliser quelques rares endroits pas entièrement bétonnés en Seine-Saint-Denis en y implantant des équipements gigantesques (dont les villages olympiques et des médias). Et en construisant les nouvelles artères autoroutières, ferroviaires etc. pour les desservir. Les flux de transports et de communications sont une entreprise fort profitable, et derrière la prétendue « revitalisation des territoires » il y a des promoteurs dans les starting-blocks et des projets hautement néfastes pour les habitant-e-s les moins bien doté-e-s.

Le carburant olympique vient ainsi alimenter le puissant moteur de l'exploitation de tout et de tou-te-s, et celles et ceux qui triment à son expansion en paient le prix fort au quotidien. Dans la course contre la montre pour boucler en temps et en heure, 130 accidents, dont 17 graves et 1 mortel, se sont déjà produits dans des chantiers liés aux JO. Sans parler du durcissement des conditions de travail, notamment pour les personnes sans papiers français, payées des miettes pour bosser à toute allure. « À marche forcée », comme dirait Macron.

Plus haut :

D'ailleurs les JO s'accompagnent aussi d'un haussement de ton en matière sécuritaire. Ces événements de masse sont aussi des laboratoires pour les États, leur permettant de tester en grandeur nature les innovations en matière de

gestion de foules et de contrôle. Si le nombre d'uniformes en tous genres augmente en flèche pour l'occasion, avec des armes toujours plus perfectionnées, les JO sont aussi un terrain de déploiement de nombreuses technologies de surveillance. Drones, nouvelles caméras, vidéosurveillance automatisée assistée par intelligence artificielle, scanners corporels à l'entrée des stades, QR codes, le grand bond en avant techno-sécuritaire trouvera à nouveau là de quoi tester à la fois ses performances et son acceptation sociale.

L'utilisation à large échelle de cet arsenal s'inscrit parfaitement dans la préparation programmée, physique et psychologique, d'un serrage de vis toujours plus généralisé, d'un « réarmement » des puissant-e-s contre tout ce qui va à l'encontre de leur ordre.

Plus fort :

La démonstration de force répressive a commencé bien avant le jour J de lancement des Jeux. Cette sorte d'événement contribue aux projets de restructuration urbaine (comme le Grand Paris par exemple) développés en amont et qui visent à dégager les populations précaires et marginales des centres-villes et des zones qui se voient attribuer de nouvelles fonctions. L'accueil de plus riches, de touristes, de bureaux par exemple.

Ainsi, pour faire « place nette » pour 2024, des squats plus ou moins à proximité de sites olympiques ont été expulsés (l'un d'entre eux situé sur l'île-Saint-Denis dans le 93 abritait près de 400 personnes dépourvues des « bons » papiers), à Marseille comme en Île-de-France des hôtels sociaux ont été déconventionnés, mettant à la rue des milliers de personnes, des foyers d'hébergement sont vidés de leurs résident-e-s, des logements étudiants du CROUS sont réquisitionnés pour des légions de spectateurs/trices, et nombre de personnes SDF et/ou demandeuses d'asile se voient reléguées dans les SAS (Sas d'Accueil Temporaires) d'autres régions. Elles se retrouvent ainsi mises en concurrence avec d'autres personnes sans abri du coin. Les autorités tentent donc d'évacuer la pauvreté (depuis le 10 octobre 2023 un arrêté pris par le préfet de police de Paris interdit les distributions alimentaires dans plusieurs quartiers où sont principalement regroupés les campements de personnes migrantes et/ou réfugiées) pour présenter une « vitrine bien propre ». Et dans le même temps, le renforcement des politiques répressives (Dupont-Moretti a confirmé « la mobilisation générale » des personnels de justice), notamment avec le plan « zéro délinquance », vise, à grands coups de contrôles, à pacifier certaines zones à court et à plus long terme.

Les perdants de la diversité

Les Jo c'était toujours un grand moment, parce ça signifiait voir plein de gens de différentes ethnies rassemblées à un même endroit pour la beauté du sport. En vrai, c'est aussi le seul moment de l'année où tu pouvais voir à la télé plein de corps différents, des corps féminins musclés, des corps noirs, des corps handis. Bref c'était la teuf à la diversité qui compensait l'habituel paysage audiovisuel uniforme. À peu de chose près, on va te raconter que le sport, ça efface toutes les différences, et c'est ça qu'est beau. Plus vite, plus haut, plus fort – ensemble : c'est pas nous qu'on le dit, c'est la devise olympique. Et franchement, y aurait de quoi verser sa petite larme.

Le sport comme moment fédérateur, c'est pas nouveau. L'histoire des Jo c'est d'abord celles de puissances impérialistes et coloniales qui tentent de valoriser « leurs » populations dans un esprit profondément nationaliste. Quand on se penche sur les idées politiques des figures à l'origine de cet événement, on n'est pas surpris-es de retrouver des thèses raciste et eugénistes comme base. Évidemment le discours a évolué depuis, vers une forme de soft power, planqué sous des valeurs niaises d'inclusivité. .

Pour cette raison, la question de quel corps peut concourir n'a jamais été un détail.

1, 2, 3, sexe partez !

On pourrait par exemple célébrer les corps musculeux des athlètes féminines comme une marque de diversité... mais si ces corps entrent en course c'est au prix d'une sélection drastique qui ne passe pas seulement pas leurs prouesses sportives. Car oui ces dames doivent également passer haut la main un test de féminité, qui est une violente épreuve d'assignation de genre, avant de se voir accorder le droit de concourir.

Cette pratique s'ancre profondément dans l'histoire des jeux. En Grèce antique les athlètes des Jeux Olympiques concourraient nus. Et au risque de décevoir les projections anachroniques de certains qui aiment à voir dans la Grèce antique une bande de joyeux pédérastes : non les grecs n'étaient pas une bande de petits coquins. Cette règle a été institué en 440 avant J.-C. après que Kallipateira (qui signifie en grec « celle dont le père est beau », je vous laisse apprécier), elle-même issue d'une famille d'athlètes,

réussit à s'introduire dans un stade olympien en s'habillant en homme pour pouvoir entraîner son fils. Et il a gagné. Toute à sa joie, elle a sauté la barrière pour le féliciter et ses fringues sont restés accrochés dessus. Elle s'est retrouvée à poil au milieu du stade, et là ce qui a choqué tout le monde c'est qu'elle avait une chatte. Depuis il s'agissait surtout que chaque spectateur en tribune puisse apercevoir les parties génitales des athlètes (et de leur entraîneur, du coup aussi à poil) afin d'être sûr qu'aucune personne assignée femme ne s'était infiltrée dans la compétition. Car il ne s'agirait de s'enthousiasmer par erreur sous la bannière du patriarcat.

Le test de féminité est une pratique humiliante qui requiert un médecin qui examinera donc en détail les parties génitales de nos championnes ainsi que d'autres marqueurs soi-disant propres au genre, comme la pilosité. Nombre d'athlètes féminines se sont battues contre cette pratique dans les années 60 et il faudra 40 ans au Comité International Olympique (CIO) pour abandonner le test obligatoire de vérification du sexe des athlètes féminines aux Jeux olympiques de 2000 à Sydney. L'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF) n'a plus exigé non plus de test de féminité obligatoire, mais les athlètes et équipes pouvaient porter des « problèmes liés au sexe » à l'attention des autorités. En résumé on laisse les meufs tranquilles mais elles peuvent se faire dénoncer à n'importe quel moment de leur carrière si elles sont soupçonnées de pas être assez des meufs. Poukaverie et bonne ambiance.

Bon et puis comme c'était un peu trop la détente, la World Athletics et le CIO ont institué un nouveau test 10 ans plus tard. Place au test qui fixe à 10 nanomoles la quantité de testostérone naturelle qu'une femme peut posséder pour rester qualifiée. Le taux de testostérone autorisé sera révisé en 2018 pour être deux fois plus faibles, aujourd'hui il est de 5 nanomoles. Les grandes perdantes de ce test sont sans surprise les personnes intersexes. C'est le cas de l'athlète Caster Semenya, dont la carrière a été autant marquée par ses médailles que les débats sur son genre. Elle a du arrêter sa carrière à la suite de longs déboires judiciaires et après avoir refusé de suivre un traitement hormonal pour faire baisser son taux de testostérone comme la World Athletics l'oblige, elle et toutes les compétiteuses qu'elle jugent trop androgynes, quand elle ne les encourage pas carrément à se faire opérer leur parties génitales.

Alors évidemment là on commence à se demander comment ils vont gérer les meufs trans. Bah vous inquiétez pas : ils les gèrent pas. La World Athletics a décidé de bannir de ses compétitions, à compter du 31 mars 2023, « les athlètes transgenres qui ont connu une puberté masculine ». « Pour beaucoup, les preuves que les femmes trans ne conservent pas un avantage sur les femmes

Retour de flamme ?

Après de nombreuses tractations financières, puisque les conseils départementaux doivent déboursier 180 000 euros pour avoir le privilège de l'accueillir et ainsi de « faire rayonner leurs territoires »[‡], le parcours de la flamme olympique a enfin été révélé et les noms des heureux élus méritant de la porter sont peu à peu dévoilés.

Le symbolique flambeau destiné à redorer le blason national arrivera donc dans le port de Marseille le 8 mai 2024. Cette date n'a pas été choisie au hasard. Dans l'imaginaire des promoteurs bien-pensants le 8 mai renvoie probablement à la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie sur le sol européen. Face à l'une des plus grandes boucheries mondiales, ayant causé au bas mot entre 40 et 60 millions de morts, cette cérémonie de la flamme se veut probablement illustrer la concorde entre les peuples. En restant sur le terrain de la compétition tout de même.

Cependant des esprits chagrins ont encore en mémoire que cette « tradition » de la flamme olympique a été inventée par le régime nazi pour les Jeux de Berlin en 1936. Cette idée soufflée à Hitler et Goebbels par un dénommé Carl Diem, patron du Comité olympique du Reich, était conçue comme un puissant instrument de propagande. En plus de fournir un prétexte à d'impressionnantes parades, faire venir la flamme d'Olympie jusqu'à Berlin (en traversant au passage des territoires par la suite annexés par le Reich) visait à alimenter le mythe raciste d'une prétendue « race aryenne » supérieure placée dans la lignée de la Grèce antique. Le « peuple allemand » s'en voyait érigé en digne héritier, unifié par *"l'esprit combattant"* de ses athlètes.

Ce n'est d'ailleurs sûrement pas un hasard non plus si c'est la firme Krupp, principal fabricant d'armes d'Allemagne, qui a alors été chargée de concevoir la torche, et si elle a à l'époque fait allumer un fourneau à canons avec le premier exemplaire sorti de ses usines.

Cela ne pouvait que recueillir les faveurs du baron de Coubertin, colonialiste convaincu estimant que « à la race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance » et adepte d'un sport à même de « régénérer la race française » et de « discipliner les indigènes ».

D'ailleurs on n'oublie pas non plus que la Seconde Guerre mondiale ne s'est pas terminée le 8 mai, mais en septembre 1945 avec la capitulation du Japon, et après les terrifiants bombardements atomiques américains sur Hiroshima (6 août 1945), puis Nagasaki (9 août 1945).

Et que le 8 mai 1945 ont aussi eu lieu les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, lorsque l'armée française a ouvert le feu sur des manifestations indépendantistes se déroulant dans ces villes d'Algérie colonisée par la France.

L'autre symbole des cinq anneaux entrelacés pour illustrer l'universalité du Mouvement olympique ne parviendra sûrement pas à dissimuler les rapports de force et de pouvoir qui traversent cette grand-messe sportive. Et la flamme pourrait bien servir de brique pour allumer tous les drapeaux ... entre autres joyusetés.

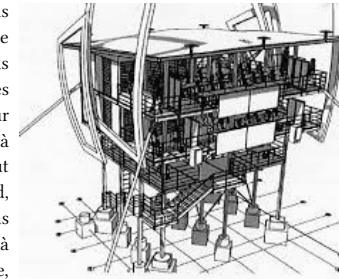
‡ Quant au budget pour la flamme parte de Marseille, il s'élève à plus d'1 million d'euros.



Plus verts ?

Conformément au plan de ravalement de façade écologique gouvernemental, promesse a été faite de « placer le développement durable au cœur des JO 2024 ».

Cela a de quoi susciter dégoût et colère en Polynésie française. Pendant près de 30 ans ce territoire, qui se trouve encore sous l'emprise coloniale de la France, a servi de terrain d'expérimentation pour la « force de dissuasion » atomique hexagonale. De 1966 à 1996 (faisant suite à ceux dans le Sahara), 193 essais nucléaires d'une puissance parfois supérieure à celle de la bombe larguée sur Hiroshima, ont eu lieu sur les atolls de Mururoa et Fangataufa. Les conséquences mortifères sur l'ensemble des êtres vivants à proximité, et plus largement sur tout l'écosystème du Pacifique-Sud, perdurent évidemment, mais les lagons sont désormais essentiellement livrés à un autre type d'exploitation. Promue, avec les populations qui y vivent, au rang de décor semblant avoir été spécialement conçu pour satisfaire les rêves de touristes en mal « d'exotisme », Tahiti a été élue pour accueillir les épreuves de surf dans le cadre des JO. Si cette compétition est sans conteste moins dévastatrice que les incommensurables destructions liées au bras de fer nucléaire, elle ne va néanmoins pas manquer d'engendrer son lot de dégâts environnementaux. Ainsi la construction en plein milieu d'un lagon d'une imposante tour de contrôle pour les juges fait l'objet de protestations en raison de ses impacts désastreux sur l'écosystème marin (récifs, coraux, flore et faune). Sans compter les pollutions générées par le déplacement et l'accueil sur place de milliers de compétiteurs/trices et spectateurs/trices.



Le projet de la tour des juges à Tahiti

Les JO reflètent donc l'ordre politique, économique et social dans lequel ils s'inscrivent, en même temps qu'ils lui donnent un élan supplémentaire pour imposer et approfondir ses logiques dévastatrices.

La devise olympique « plus vite, plus haut, plus fort » destinée à symboliser les aspirations progressistes du Mouvement Olympique illustre parfaitement le fonctionnement d'un système de domination qui étend sa main-mise sur l'ensemble du vivant, tout en tentant, par des biais technologiques, de repousser toujours plus loin des limites pourtant propres à ce qui vit.

Dans ce sens le CIO persiste à vouloir organiser des Jeux Olympiques d'hiver en des temps de réchauffement climatique où la neige et la glace se font de plus en plus rares. Pour ce faire, il vient de retenir pour 2030 la seule candidature des Alpes bleu-blanc-rouge (portée par les présidents des régions PACA et Auvergne-Rhône-Alpes), notamment du fait que, contrairement à ses adversaires, l'État français n'a absolument pas prévu de consulter ses sujets sur ce point. Les autres pays en lice, la Suède et la Suisse, ayant prévu des consultations populaires, ont été éliminés d'office.

Reste à voir si ces aberrations catastrophiques remporteront l'adhésion ou si des dynamiques de lutte, qui ne cherchent aucune médaille, parviendront à mettre des bâtons dans les roues des divertissements stimulant de faux « Progrès ». En s'opposant en actes à ces Jeux du désastre, et surtout au monde qui les promeut et en a besoin.



Meuse : la tradition du relai de la flamme enfin reconnue

On a dit beaucoup de mal des Jeux Olympiques – à juste titre – et ce depuis longtemps. C'était déjà de la merde à Londres et à Rio, à Albertville ou à Pékin, c'était déjà le lieu de l'exaltation des nationalismes à Berlin en 1936 et il y a fort à parier qu'on aurait même trouvé ça nul dans la Grèce antique. Pourtant, force est de constater que le Comité olympique n'est pas toujours dépourvu de bon sens et qu'il sait reconnaître, apprécier et valoriser les coutumes locales. Il en va ainsi de la venue prochaine de la Flamme olympique dans le sud du département de la Meuse.

Le 29 juin 2024, le « Relai de la flamme » traversera en effet nos verdoyantes campagnes. On pourrait légitimement se demander pourquoi. C'est vrai qu'un événement de moins d'une journée dont le coût (à la charge du département) excède le budget annuel du Conseil général pour le sport, ça peut sembler surprenant. Et puis quand on pense à la Meuse, on ne pense pas directement à l'athlétisme ou au lancer de javelot, encore moins au tennis ou au breakdance (oui, c'est un sport olympique désormais). Certes, la pédale de bicyclette a été inventée à Bar-le-Duc mais ça ne peut pas suffire pour labelliser tout ça « Terre de Jeux ».

Le relai, une discipline en vogue dans la Meuse

C'est qu'en réalité, ce ne sont pas les disciplines habituelles qui ont cours par ici mais le Relai de flamme en tant que tel. Cela fait quelques années, en effet, que des choses brûlent. Dans cette terre mystique, marquée par les apparitions de la Vierge à Jeanne d'Arc, le feu sacré se propage. Il apparaît, se nourrit de ce qu'il trouve et meurt avant de resurgir plus loin, plus vif encore. Il dévore un jour un forage de l'Andra, le lendemain une tour de mesures, plus loin une caserne en construction. Tout y passe : véhicules, installations diverses, pylônes électriques, gendarmeries... Le plus indomptable des quatre éléments rôde sur le plateau du Barrois, dans la vallée de la Saulx et jusqu'à Commercy où une voiture d'entreprise – bien mal employée semble-t-il – a été réduite en cendres l'hiver dernier.

Le voilà le véritable Relai meusien de la flamme ! Ce ne peut être que lui que le Comité Olympique veut mettre en valeur sans oser l'avouer publiquement. Et c'est une juste reconnaissance car il en faut du courage, de l'abnégation, du talent, de l'audace pour accomplir de telles prouesses, pour battre des records de rapidité ou de précision, dépasser ses peurs, esquiver les obstacles qui se dressent comme autant de haies sur le parcours nocturne des incendiaires anonymes. Autant de « valeurs de l'olympisme », cette philosophie universaliste qu'on avait crue pleines de bons sentiments (capitalistes et coloniaux).

On conviendra, dès lors, qu'il ne serait pas très fair-play de décevoir le Comité dans cette dernière ligne droite. Il reste donc sept mois pour se montrer dignes de cette célébration, et multiplier autant que possible les foyers de réjouissances jusqu'au bouquet final du 29 juin. Il paraît même que notre cher président a décrété l'activité physique et sportive Grande Cause Nationale de l'année 2024, c'est dire si nous n'avons plus le choix.

À vos marques, prêt-es, feu (à l'Andra), partez !

Trouvé sur burebure.info, 07/12/23



Manifestant.es vs RN... Le 22 décembre 2023 une centaine de militantES et sympathisantES RN (dont le député Franck Allisio et la conseillère régionale Clémence Parodi) festoient à l'Entrecôte du Port à Marseille. IlES sont reconnuES par des manifestantES venuES crier leur colère contre la loi immigration, copieusement insulter et plusieurs objets dont un pavé sont lancés en direction des vitres de la brasserie qui n'a pas volé ses étoiles.



Touché-cramé! (Paris 12^e) tout le monde ne dormait pas la nuit du 26 au 27 janvier... en tout cas pas l'inconnuE qui a fracassé une des vitres du Pétrus III à l'aide d'un pavé avant de bouter le feu à l'intérieur de cette péniche habitée à accueillir des stars et sélectionnée pour la cérémonie d'ouverture des J-O. Coïncidence ou suite dans les idées ? L'incendie qui a complètement dévasté l'intérieur de la péniche arrive une semaine après un premier essai sur le même bateau... Le 22 janvier c'était deux autres péniches affectionnées par les bourges : le "café barge" (totalement détruit) et "O Vieilles kanailles" (pont supérieur et escalier détruit) qui prenaient feu quai de la râpée. Le début des épreuves nautiques ?

Fin janvier, en région parisienne c'est le centre technique municipal de Gentilly qui en a pris pour son grade avec cinq camionnettes et petits fourgons détruits.

« Nik le béton et son monde ! »

« Dans la semaine du 12 février, dans le quartier de la Cayolle, Marseille, les carcasses de deux pelleteuses cramées sont apparues sur un chantier. Elles mangeaient la colline depuis plusieurs semaines afin de construire une nouvelle rue pour étendre la ville . Ainsi le chantier était à l'arrêt pour quelque temps ! *Nik le béton et son monde !* »

La partie n'est pas finie. Le 31 janvier 2024, la préfecture du Tarn a annoncé qu'un engin de chantier utilisé pour les travaux de construction de l'autoroute A69, entre Castres-Toulouse, s'est fait dégrader dans la commune de Soual. La vitre du bulldozer a été brisée et l'intérieur du véhicule a été aspergé d'hydrocarbure pour y mettre le feu. Sans succès, il faudra rejouer ...

A Saïx, également dans le Tarn, une manifestation était appelée le 18 février pour soutenir la ZAD, installée entre autre pour empêcher l'abattage des arbres. Tandis que des affrontements se déroulaient entre des opposant-e-s et les gendarmes et CRS, jets de projectiles contre grenades, deux engins de chantier ont été incendiés sur le site de la cimenterie *Jouglà et fils*, situé à proximité.

Et dans la nuit du 19 au 20 février, une pelleteuse à chenilles a été incendiée et détruite par les flammes sur le chantier de la RN 147 à Chamborêt, dans la Haute-Vienne.

Dans un communiqué envoyé à la presse locale le *Groupe incendiaire d'engins de chantiers* (GIEC) revendique cet incendie. « *Lundi, tard dans la nuit, nous avons incendié une pelleteuse à chenilles du concessionnaire mortifère NGE. Cet engin sert à creuser et terrasser. Il sévissait en Haute-Vienne. Ce sont ces mêmes machines qui, en ce moment, ravagent les terres occitanes* ». Le groupe dénonce en outre « *la situation catastrophique à laquelle contribue activement l'entreprise NGE* » qui « *saccage de nos terres et de nos existences* ». Pour rappel, cette entreprise de travaux participe au financement du projet de l'autoroute A69 à Saïx (Tarn). Les forces de l'ordre ont commencé le démantèlement de la ZAD (zone à défendre) ce lundi 20 février en délogeant les opposants au projet.